

## PREMIER DEGRÉ : UN ÉTAT DES LIEUX INQUIÉTANT

*Par Christophe GRUSON, secrétaire national chargé du premier degré*

**Il y a un an, à la même période, nous attendions de connaître le nom du nouveau Ministre, tout en étant presque certains qu'aucun changement significatif ne se produirait. Aujourd'hui, non seulement ce pressentiment s'est avéré exact, mais le SNALC déplore que la situation se soit encore aggravée. Les défis auxquels l'école publique est confrontée restent immenses, et les réponses apportées par nos dirigeants demeurent largement insuffisantes.**

Les professeurs des écoles, quant à eux, doivent composer avec des directives souvent incohérentes, des réformes mal adaptées aux réalités du terrain et des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader. Alors que les discours officiels de rentrée affichent un optimisme de façade, la réalité est tout autre : le moral des professeurs s'érode un peu plus chaque année. Pourtant, ils continuent de faire preuve de résilience, évoluant sous une pression constante dans un environnement où leur engagement reste trop peu valorisé.

La rentrée 2025 s'inscrit dans la continuité des précédentes, avec son lot de difficultés qui ne cessent de s'accumuler. Classes surchargées, inclusion scolaire mal encadrée, directives nombreuses rendant la gestion du temps professionnel toujours plus complexe... autant de défis qui pèsent lourdement sur les épaules des enseignants du premier degré. L'année dernière, les évaluations nationales imposées à tous les niveaux de l'élémentaire sont venues s'ajouter, largement considérées sur le terrain comme inutiles, normatives et chronophages. Pendant que ces évaluations mobilisent des moyens précieux, le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés continue d'augmenter, sans que les moyens nécessaires à leur accompagnement soient déployés. En l'absence de solutions, les enseignants pallient ces manques en sacrifiant leur santé et leur temps personnel. Et comme si cela ne suffisait pas, les réunions et formations hors temps de classe se multiplient, ajoutant une



charge supplémentaire à des professionnels déjà épuisés.

Les conditions de travail des professeurs des écoles continuent donc de se dégrader. Les relations avec certains parents ne cessent de se tendre et la violence s'est installée dans le quotidien des écoles. Les nombreuses alertes du SNALC sur ces problématiques restent sans réponse, et les réalités du terrain sont systématiquement ignorées. L'introduction des nouveaux programmes d'éducation à la vie affective dans le premier degré, bien qu'essentielle, a été planifiée sans concertation ni préparation adéquate avec les enseignants. Les syndicats ont été écartés du processus et n'ont été consultés qu'en dernière minute, dans une démarche symbolique et non constructive. Cette précipitation, motivée par le désir de mettre en application le programme EVAR dès septembre et de revendiquer une action rapide devant les médias, risque de placer certains professeurs des écoles dans des situations délicates faute de formation d'accompagnement... Certains parents, encore moins préparés que les enseignants, pourraient se sentir déstabilisés et ne pas comprendre les véritables objectifs ni les modalités de mise en œuvre de ce programme.

L'inclusion scolaire, bien qu'essentielle dans son principe, est devenue génératrice de situations de souffrance. Faute de ressources adaptées et d'un accompagnement suffisant, elle met chaque année un peu plus en difficulté les professeurs des écoles, les élèves concernés et leurs camarades. Les

avertissements répétés sur les dérives d'une inclusion mal pensée ont été ignorés, et nous atteignons aujourd'hui un point de rupture.

Nous ne pouvons pas aborder ce point presse sans évoquer la question des salaires. Malgré une inflation galopante qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des enseignants, les revalorisations sont quasi inexistantes pour une grande partie des personnels. Le "pacte", présenté comme une solution, s'apparente en réalité à une stratégie déguisée visant à proposer une charge de travail supplémentaire aux enseignants pour compenser des décennies de sous-investissement dans le système éducatif. Les directeurs d'école, eux, voient leurs responsabilités croître sans que les moyens ou la reconnaissance suivent, rendant leur poste de moins en moins attractif.



Le moral des professeurs des écoles n'a jamais été aussi bas. L'annonce de nouvelles mesures, comme la suppression de deux jours fériés, est perçue comme une véritable provocation. Épuisement professionnel, départs prématurés et vagues de démissions s'intensifient, entraînant la profession dans une crise inédite. Dès leurs premiers mois dans le métier, les

plus jeunes se heurtent déjà à des conditions de travail éprouvantes qui les poussent rapidement à envisager une reconversion. Ceux qui aspirent à une mobilité géographique pour un rapprochement familial par exemple se retrouvent enfermés dans un système administratif inflexible, les laissant



souvent sans solution pendant de longues années.

Le SNALC alerte l'institution depuis longtemps, mais ses appels restent sans réponse. Pourtant, l'école publique traverse une crise profonde, et les enseignants, épuisés, ne parviennent plus à exercer dans des conditions permettant de freiner la dégradation continue du niveau scolaire. Il est grand temps que le Ministère prenne la mesure de cette situation critique et agisse en conséquence. Des actions fortes, mûrement réfléchies et adaptées aux besoins réels du terrain doivent être mises en œuvre sans délai. L'avenir de l'éducation, et par conséquent celui de notre société tout entière, est en jeu.